



Décision de radiodiffusion CRTC 2010-391

Version PDF

Référence au processus : 2010-69

Autre référence : 2010-225

Ottawa, le 18 juin 2010

CTV Television Inc.

Vancouver (Colombie-Britannique)

Demande 2010-0520-8, reçue le 25 mars 2010

CIVT-TV Vancouver – modification de licence

1. Le Conseil **approuve** la demande présentée par CTVglobemedia Inc., au nom de sa filiale CTV Television Inc., en vue de modifier la licence de radiodiffusion de l'entreprise de programmation de télévision CIVT-TV Vancouver afin d'ajouter un émetteur numérique à Vancouver. Le Conseil n'a reçu aucune intervention à l'égard de la présente demande.
2. L'émetteur sera exploité à partir de la tour existante CIVT-TV au canal 32 avec une puissance apparente rayonnée (PAR) moyenne de 12 000 watts (PAR maximale de 33 000 watts avec une hauteur effective d'antenne au-dessus du sol moyen de 740,3 mètres).
3. Dans la politique réglementaire de radiodiffusion 2010-69, le Conseil a indiqué qu'il ne délivrerait plus de licences distinctes pour les émetteurs de télévision numérique. Il indiquait qu'il autoriserait plutôt l'exploitation d'émetteurs numériques en modifiant la licence de services existants afin de permettre la diffusion simultanée de la programmation diffusée par la station associée sur l'émetteur numérique. À la lumière des décisions du Conseil énoncées dans cette politique, le Conseil a traité cette demande comme une modification à la licence du service existant.
4. En outre, dans la politique réglementaire de radiodiffusion 2010-167, le Conseil a établi la liste des marchés où la transition au mode numérique est obligatoire. Dans le présent cas, la station se trouve dans un marché à migration obligatoire. Le Conseil note que l'approbation de la présente demande permet à la titulaire de se conformer à l'obligation énoncée dans la politique réglementaire de radiodiffusion 2010-167.
5. Le Conseil rappelle à la titulaire que, conformément à l'article 22(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la modification de licence ne sera effective qu'au moment où le ministère de l'Industrie aura confirmé que ses exigences techniques ont été satisfaites et qu'un certificat de radiodiffusion sera attribué.
6. L'émetteur doit être en exploitation le plus tôt possible et, quoi qu'il en soit, au plus tard le 31 août 2011, sauf autorisation contraire du Conseil.

Secrétaire général

Documents connexes

- *Approche par groupe à l'attribution de licences aux services de télévision privée, politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2010-167, 22 mars 2010*
- *Cadre révisé pour l'attribution de licences aux services de télévision numérique en direct, politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2010-69, 10 février 2010*

**La présente décision devra être annexée à la licence.*